

50424



NATIONS UNIES CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
LIMITÉE

E/CN.14/NAC/19
8 juin 1965

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Groupe de travail sur l'adaptation
du système révisé de comptabilité
nationale des Nations Unies (SCN) à
l'usage des pays africains
Addis-Abéba, 14-20 juillet 1965

LA COMPTABILITE NATIONALE EN AFRIQUE : LES EXPERIENCES REALISEES ET LES PRATIQUES SUIVIES

Introduction

Dans le présent document on a exposé dans les grandes lignes l'état actuel de la comptabilité nationale en Afrique, ainsi que certaines des pratiques suivies et des expériences réalisées par les divers pays dans ce domaine. L'exposé pourra aider à faire voir dans quelle mesure les propositions concernant la révision et l'élargissement du Système de comptabilité nationale de l'Organisation des Nations Unies (SCN), que l'on met au point à l'intention des pays dont les statistiques sont bien développées, doivent être modifiées en fonction des besoins africains.

Les propositions actuelles qui se rapportent aux pays industrialisés concernent souvent des objectifs pour l'avenir que l'on ne pourra pas atteindre avec les statistiques dont on dispose actuellement. L'adaptation du nouvel SCN à l'Afrique doit aussi viser loin et ne pas s'appuyer seulement sur les ressources disponibles actuellement. Toutefois, le développement des statistiques étant nécessairement une oeuvre de longue haleine, il faudra tenir compte dans une mesure appréciable de la situation actuelle si l'on veut réaliser une adaptation judicieuse du système.

Le présent document étant fondé principalement sur les publications que possède la Commission économique pour l'Afrique, il risque de ne pas faire état de certains événements récents. En outre, comme presque tous les pays africains font certains travaux de comptabilité nationale, le secrétariat, faute de moyens, n'a pu étudier en détail la situation de tous les pays. C'est pourquoi on trouvera peut-être d'autres lacunes dans l'information présentée.

Comptabilité nationale en Afrique - généralités

C'est après la deuxième guerre mondiale que la comptabilité nationale a commencé à se développer en Afrique, à une époque où peu de pays étaient indépendants. Si l'on s'était rendu compte que les conditions particulières à l'Afrique exigeaient une méthode d'estimation différente de la méthode européenne, on avait pourtant gardé pour l'essentiel le cadre utilisé dans les pays métropolitains pour le revenu et le produit nationaux. Dans l'ensemble, les seules modifications introduites pour tenir compte des différences de structure ont été d'essayer de définir une large gamme de transactions non monétaires et de les porter dans les comptes.

Cependant, il est vite apparu que, en raison de leur caractère propre - qui les différencie des économies développées, à savoir la prédominance du secteur rural, en grande partie non monétaire ou semi-monétaire - les économies africaines échappent souvent à l'observation statistique. Il en est résulté que seuls les secteurs développés de

L'économie font l'objet d'une comptabilité détaillée, alors que le produit et le revenu engendrés par le secteur des ménages ruraux - dont le montant est appréciable - n'apparaissent que sous forme d'estimations globales. De même, la formation de capital et les autres postes de dépense des ménages ruraux sont généralement mal enregistrés.

L'adoption des méthodes métropolitaines de comptabilité nationale ont abouti à la présence en Afrique de deux systèmes essentiellement différents. Les pays anglophones ont adopté les méthodes du Royaume-Uni, en y apportant les modifications rendues nécessaires par l'insuffisance des statistiques de base disponibles.

Parfois, les conditions locales ont exigé l'introduction de notions légèrement différentes. Cette optique a donné des estimations présentées dans un cadre très voisin de celui du SCN initial.

Les pays francophones ont repris, en le simplifiant, le système français. Leurs estimations diffèrent beaucoup pour la présentation et pour certaines notions, de celles des pays anglophones et du SCN initial.

Bien que certains pays, notamment les pays anglophones, aient adopté depuis quelques années des systèmes de comptabilité plus originaux, innovation qui facilite les comparaisons entre pays, la dualité de base de la comptabilité nationale continue de subsister en Afrique. Si le groupe de travail de la CEA a proposé d'essayer d'appliquer un système intermédiaire, c'est surtout pour tenter de rapprocher les deux systèmes en attendant la mise au point du SCN révisé et élargi. Certains pays commencent à effectuer leurs calculs selon les principes du système intermédiaire, et l'expérience ainsi acquise sera certainement précieuse quand il s'agira d'appliquer le nouveau SCN.

Il n'a pas été possible d'étudier à fond les estimations actuelles de la comptabilité nationale de tous les pays africains. A noter que dans la plupart, les statistiques économiques en sont encore souvent à leurs débuts et que le personnel chargé de la comptabilité nationale est extrêmement réduit. Les statistiques du commerce extérieur et les

comptes de l'Etat sont généralement établis une fois par an; ils sont utilisés, dans la mesure où les moyens le permettent, pour la plupart des évaluations des comptes nationaux. Cependant, même ces sources d'information ont un champ souvent mal défini et insuffisant; en particulier, la classification des comptes de l'Etat est souvent obscure et difficile à interpréter. En outre, on dispose rarement du personnel suffisant pour tirer tout le parti possible des sources existantes.

La plupart des pays n'ont pas d'estimations courantes fiables ni même d'estimations relatives à une année repère pour la production agricole destinée à la consommation intérieure, ce qui est évidemment une grosse lacune dans les renseignements nécessaires aux fins de comptabilité nationale dans le cas d'économies à prédominance agricole. En outre, bien que plusieurs pays procèdent tous les ans à une étude de la production industrielle, la portée de ces études est généralement mal définie et variable selon les années. Rares sont les pays qui ont effectué un recensement véritable des industries de transformation ou de la distribution qui puisse servir de cadre à des statistiques courantes comparables.

Il ressort clairement de ce qui précède qu'un assez grand nombre de pays africains ont des comptes complets et détaillés, mais que l'on ne peut guère s'y fier en raison de leur peu d'exactitude. Cependant, si les estimations risquent de présenter une grande marge d'erreur, elles ne répondent pas moins à un besoin très réel et elles peuvent être améliorées et perfectionnées.

On trouvera dans les paragraphes qui suivent un exposé succinct des estimations actuelles avec un bref historique. On a groupé les pays qui utilisent des systèmes analogues ou qui sont situés dans une même sous-région.

Pays francophones de l'Afrique de l'ouest

Avant l'accession à l'indépendance, des estimations avaient déjà été établies pour certaines années dans ces pays. Tout naturellement, les méthodes et les notions utilisées étaient les mêmes puisque tous

les comptes émanaient d'un seul organisme, le Haut-Commissariat général de Dakar. Ces méthodes et ces notions, définies par M. Courcier dans son Manuel de comptabilité nationale pour économies en voie de développement, sont essentiellement tirées du système français, quelque peu modifié et simplifié.

Après leur accession à l'indépendance, les pays francophones de la sous-région - Cameroun, Congo (Brazzaville), Dahomey, Gabon, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Sénégal, Tchad et Togo - ont conservé ce système de comptabilité. Tous ces pays peuvent présenter des estimations de comptabilité nationale pour au moins une année; depuis peu, certains d'entre eux, notamment le Cameroun, le Gabon, la Haute-Volta, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Togo, ont établi des estimations pour plusieurs années, généralement 1956 et 1959, et quelquefois pour les années intermédiaires ou postérieures.

Toutes les évaluations sont faites en étroite collaboration avec le ministère français de la coopération qui fournit des experts et qui finance généralement la publication des résultats, ce qui explique en grande partie la similitude de méthode.

Nous passerons rapidement sur les différences bien connues de conception et de présentation qui existent entre le système appelé système français et l'ancien SCN. Les estimations obtenues selon le système français se présentent sous forme de tableaux des emplois et ressources, par groupe de produits, et d'un tableau économique de l'ensemble de l'économie ainsi que d'une série de comptes pour les divers secteurs (comptes d'exploitation, d'affectation, de patrimoine). Cette comptabilité permet de déduire facilement plusieurs composantes importantes, notamment la dépense intérieure, mais son principal objet est de présenter un système de tableaux et de comptes analytiques sans mettre l'accent sur les agrégats et découpages classiques du SCN.

On peut constater deux grandes différences théoriques par rapport à l'ancien SCN. Le principal agrégat de la production, la production intérieure, ne comprend ni les salaires, ni les traitements des fonctionnaires des diverses administrations, ni les gages des domestiques.

Il existe cependant un autre agrégat, le produit intérieur, qui, lui, comprend ces postes et qui correspond donc à la notion de produit telle qu'on l'entend dans le SCN. L'autre grande différence concerne la définition des administrations qui comprennent, outre l'administration publique et la défense nationale, les services administratifs français détachés dans le pays et plusieurs organismes à but non lucratif ainsi que quelques entreprises d'Etat.

Outre ces caractéristiques de méthodologie et de présentation, les comptes nationaux des pays francophones de l'Afrique de l'ouest ont des méthodes d'estimation qui présentent plusieurs traits distinctifs communs. L'accent est mis sur l'estimation des ressources disponibles et sur leurs emplois par groupes de produits. Il existe une corrélation entre cette classification par groupes de produits et la classification du produit intérieur par branche d'activité. Cela veut dire ou bien que les branches d'activité sont définies de manière à comprendre les entreprises qui fabriquent un même type de produit, ou bien que les différents groupes de produits fabriqués dans chaque branche sont déterminés de manière à faciliter un reclassement par groupes de produits. Cette classification est certainement très difficile à réaliser en pratique, bien qu'en Afrique elle le soit moins du fait que les grandes entreprises industrielles sont très peu nombreuses.

La production intérieure, y compris la production agricole, aux prix à la production, et les importations en prix c.a.f., font l'objet d'une estimation très ventilée; elles sont réparties selon neuf grands groupes de produits et de services. Les neuf groupes d'agrégats utilisés il n'y a pas longtemps encore par la plupart des pays qui appliquent le système de Courcier sont les suivants : produits animaux et végétaux, produits alimentaires manufacturés, énergie, matières premières et demi-produits, produits électriques et mécaniques, textiles et cuirs, produits industriels divers, bâtiment et travaux publics, services, main-d'oeuvre. Le Sénégal utilise cette classification, mais en remplaçant la notion de branche d'activité par celle de groupes de produits et la rubrique main-d'oeuvre par la rubrique commerce et industrie. La Côte-d'Ivoire emploie

une classification par groupes de produits en 26 postes dont le principal résultat est une ventilation plus détaillée des produits manufacturés.

Il peut être intéressant de noter que le poste "main-d'oeuvre" mentionné au paragraphe précédent comprend tous les salaires et traitements. Au poste "ressources", tous les salaires sont comptés dans la production intérieure commercialisée. Dans les "emplois", les salaires et traitements payés par les entreprises privées et par le secteur de l'administration qui comprend les entreprises d'Etat sont inclus dans la consommation intermédiaire, alors que les salaires et traitements payés par les autres secteurs de l'administration et les gages des domestiques sont considérés comme consommation finale. Il en résulte qu'en déduisant du total des emplois ou des ressources le total des importations et le total de la consommation intermédiaire, on obtient des chiffres qui correspondent au produit intérieur brut aux prix du marché car ils comprennent les salaires et traitements des fonctionnaires et des domestiques.

Cependant, si le poste salaires et traitements payés par les entreprises est classé parmi les entrées au tableau des emplois et des ressources, il ne l'est pas dans les autres tableaux du système français ni dans les systèmes acceptés sur le plan international. Dans le compte d'exploitation des entreprises, les salaires et traitements sont considérés comme un élément de la valeur ajoutée, c'est-à-dire comme la rémunération d'un facteur de production et non comme une entrée. Dans le tableau économique ils sont inclus dans le titre général "Transferts".

Ce manque de cohérence dans le classement n'est pas nécessairement source d'erreurs dans l'utilisation pratique des tableaux, mais il n'est manifestement pas satisfaisant d'appliquer à une composante importante de la comptabilité nationale des définitions différentes dans un même système. Le fait que le poste main-d'oeuvre, c'est-à-dire les salaires et traitements, ne figure pas au tableau des emplois et des ressources dans les estimations les plus récentes de la Côte-d'Ivoire et du Sénégal indique peut-être que l'on s'est rendu compte de cette anomalie.

Tous les pays qui suivent le système de Courcier utilisent la même classification par grands groupes de produits ou par grandes branches d'activité pour la production intérieure et les importations, ce qui implique également une classification uniforme pour le découpage de ces deux postes. Chaque fois qu'il est possible, la production intérieure non commercialisée est donnée à part dans le groupe de produits.

Une importante caractéristique de ces évaluations est que les marges de commercialisation et de transport ainsi que les droits de douane et les impôts indirects font l'objet d'une estimation distincte pour chaque produit ou groupe de produits et pour les importations et la production intérieure. Cette estimation des marges est nécessaire pour obtenir la valeur de vente finale à partir des prix à la production et des prix c.a.f.

Les ressources disponibles, au prix de vente et par groupe de produits, sont réparties selon les emplois entre les grandes catégories suivantes : consommation intermédiaire des entreprises et des administrations, consommation finale des ménages et des administrations, formation de capital fixe des entreprises et des administrations, exportations et mouvements des stocks.

Plusieurs pays qui ont adopté le système de Courcier utilisent des tableaux abrégés des entrées-sorties, pour évaluer le total des biens intermédiaires reçus et livrés par les diverses branches d'activité sortant les groupes de produits qui figurent dans les tableaux des emplois et des ressources. Cependant, à notre connaissance, aucun des pays francophones de l'Afrique de l'ouest n'a construit de tableau complet des entrées-sorties, bien que certains d'entre eux, par exemple la Côte-d'Ivoire, semblent posséder assez de données pour le faire.

La comptabilité nationale des pays qui appliquent le système de Courcier présente une autre particularité importante : une ventilation poussée pour le secteur des administrations. Ce secteur comprend, outre l'administration publique à tous les échelons, certaines "administrations privées" comme les missions religieuses, les syndicats, etc.

A noter toutefois, que ce secteur n'est pas toujours défini de la même manière par rapport d'une part aux entreprises du secteur public et d'autre part aux ménages.

Dans quelques pays, certaines activités productives de l'Etat, comme les postes et télécommunications, font partie du secteur des administrations qui comprend donc un compte d'exploitation où figurent les bénéfices tirés de ces activités. D'autres pays classent toutes les activités productives de l'Etat dans le secteur des entreprises publiques. Une autre différence est que certains pays classent les missions religieuses dans le secteur des ménages, alors qu'elles sont généralement comptées dans les administrations privées. La distinction entre administration publique et administration privée n'est pas toujours nette; en effet, les organismes de sécurité sociale sont parfois inclus dans l'administration privée.

Un trait caractéristique des estimations est qu'elles englobent dans le secteur des administrations publiques non seulement les organismes nationaux mais également les services administratifs civils français et les forces armées françaises opérant sur le territoire. On peut néanmoins faire des estimations distinctes pour les forces armées qui sont dotées d'un budget et d'une comptabilité propres.

Il aurait été, semble-t-il plus conforme aux pratiques de comptabilité nationale généralement admises de considérer les forces armées et les services administratifs étrangers comme extra-territoriaux au même titre que les ambassades, etc. A noter, à ce propos, que dans les estimations de certains pays, le traitement appliqué aux administrations françaises s'étend également aux administrations internationales, notamment aux institutions des Nations Unies et aux délégations étrangères qui sont considérées comme des administrations nationales et non comme des organismes extra-territoriaux.

Ce classement des administrations étrangères ne change en rien la notion fondamentale de production, au sens du système de Courcier, c'est-à-dire la "production intérieure", qui exclut les salaires du personnel des administrations, mais la part des administrations dans

le "produit intérieur" se trouve grossie de la solde des forces armées françaises et des rémunérations du personnel des administrations étrangères.

Ainsi qu'on l'a dit précédemment, de nombreux pays font figurer dans leurs estimations un compte d'exploitation qui couvre les activités de production du secteur des administrations. Il existe, en outre, pour ce secteur, un compte capital et un compte d'affectation d'ensemble. Les mêmes comptes se retrouvent dans le secteur des entreprises publiques et leur articulation est analogue à celle des comptes correspondants du SCN. Les renseignements nécessaires à l'établissement de ces comptes sont tirés des budgets et comptabilités des nombreux organismes du secteur des administrations. L'analyse de tous ces comptes exigeant un travail considérable et certains renseignements ayant pu manquer au moment du calcul des estimations, on a dû parfois raccourcir pour parvenir à un résultat rapide.

Pour les entreprises modernes, on établit aussi généralement une série de comptes d'exploitation, d'affectation et de capital par grande branche d'activité. Les secteurs industriels, selon leur définition comptable, correspondent aux entreprises et non aux établissements car seules les entreprises peuvent fournir les renseignements financiers nécessaires à l'établissement de ces comptes. La valeur totale de la production de chaque secteur industriel est ventilée par groupes de produits conformément à la classification appliquée dans le tableau des emplois et ressources, ce qui permet de reclasser la production par industries qui ne sortent qu'un seul groupe de produits.

Des comptes d'affectation et de capital existent pour le secteur des ménages. Le principal poste du compte d'affectation, à savoir les dépenses de consommation privée, correspond à la valeur totale des biens et des services consommés par les ménages, estimée pour construire le tableau des emplois et ressources par groupe de produits. Dans bien des pays, on calcule quelques-uns ou la plupart des postes de la consommation des ménages par déduction, mais comme les estimations de base sont très détaillées, on peut obtenir automatiquement

la ventilation des dépenses de consommation. Plusieurs pays sont parvenus à des comptes distincts pour la consommation des ménages étrangers et celle des ménages autochtones.

La classification des dépenses de consommation est fondée sur la classification par produit du tableau des emplois et ressources et, de ce fait, ne correspond pas à la classification par catégorie de dépenses décrite dans l'ancien SCN. On pourrait, toutefois, sans trop de difficultés, procéder à une reclassification selon la deuxième méthode.

Parallèlement, la formation de capital fixe est classée par catégories de produits utilisés pour la production de biens de capital, mais il existe également d'autres classifications par catégories de biens de capital et par groupe d'acheteurs. La formation brute de capital fixe par branche d'activité est inscrite dans les comptes de capital des secteurs industriels tandis que le total des mouvements de stocks est porté au tableau des emplois et ressources.

Dans certains des pays appartenant à ce groupe, la formation brute de capital fixe comprend une estimation de la valeur de la construction des huttes. En général, cette estimation est fondée sur le coût de construction du groupe de huttes normalement nécessaires à une famille, multiplié par le nombre de huttes qu'il faut construire chaque année, ce dernier chiffre étant approximativement calculé d'après les estimations concernant la population.

A noter également qu'au moins pour un des pays appartenant à ce groupe, les travaux de prospection pétrolière sont considérés comme un élément de la formation de capital, qu'ils aient ou non donné des résultats.

Tous les pays chiffrent leurs exportations et leurs importations ainsi que les divers postes de transferts qui sont nécessaires à la construction d'un compte du reste du monde. Toutefois, certains pays du groupe ont beaucoup de difficultés à obtenir des estimations suffisamment complètes de leur commerce extérieur, car une fraction de

leurs échanges n'est pas enregistrée, notamment les échanges effectués dans le cadre de l'Union douanière équatoriale, et la contrebande est très active. Pour cette fraction de leurs échanges, les pays n'ont pu faire que des estimations approximatives et peu détaillées.

Les données sur les postes de transfert et autres postes financiers nécessaires à l'établissement des comptes d'affectation des divers secteurs proviennent en grande partie des budgets et comptes de l'Etat, des statistiques bancaires et de la comptabilité des grandes entreprises. Aucun pays n'a tenté d'élaborer un système complet des flux financiers.

La comptabilité des pays francophones de l'Afrique de l'ouest présente trois caractéristiques importantes que l'on ne retrouve pas dans l'ancien SCN. Premièrement, un tableau récapitulatif général pour l'ensemble de l'économie (tableau économique) résume toutes les évaluations détaillées. Sous sa forme la plus simplifiée, il indique dans la rangée des titres de colonnes les emplois et ressources par grand secteur (et, dans chaque secteur, par compte), et dans la colonne des titres de rangées les groupes de transactions. Lorsqu'il est plus élaboré, ce tableau indique les transactions entre les divers agents sous forme matricielle.

Deuxièmement, on trouve une récapitulation des estimations concernant la population qui servent de base aux évaluations des comptes nationaux proprement dits. Outre la ventilation par âge, sexe, population active, population inactive et groupe ethnique, on trouve aussi quand les données le permettent, une classification par branche d'activité et profession. Certains pays donnent également des renseignements sur l'enseignement et les services médicaux.

Troisièmement, une estimation approximative des réserves de capital existantes est donnée dans les comptes nationaux de tous les pays de ce groupe. Dans ces chiffres, on compte généralement une estimation de la valeur du réseau des transports et du matériel de transport existants, du patrimoine immobilier, des bâtiments et de l'équipement industriels, des ressources minérales et forestières et du cheptel.

Pour obtenir les estimations des pays francophones de l'Afrique de l'ouest, on a pris pour notion fondamentale, celle de "territorial" ou "intérieur". Pour cette raison, certains problèmes essentiels de ces économies dans lesquelles le secteur extérieur est important, peuvent ne pas avoir été traités de façon aussi poussée qu'on l'aurait voulu.

Toutes les estimations présentées pour ce groupe de pays sont "brutes", et on n'a pas tenté de chiffrer l'amortissement, soit pour l'ensemble, soit pour chaque branche d'activité.

Tant que les estimations de la comptabilité nationale étaient calculées pour une ou deux années seulement, on ne s'est pas beaucoup attaché au problème de l'évaluation à prix constants. Mais, dans certaines des estimations les plus récentes de plusieurs pays où sont incluses des séries chronologiques s'étendant sur plusieurs années, on trouve des évaluations à prix constants, habituellement pour les principaux agrégats.

De ce qui précède, il ressort que le calcul des estimations des comptes nationaux pour les pays étudiés dans la présente section, est une entreprise ambitieuse puisque notamment, leurs statistiques générales ne sont pas très développées. Les auteurs des estimations admettent que les données de base existantes sont, dans l'ensemble, insuffisantes pour permettre d'établir des comptes aussi complets et détaillés que ceux qui ont été présentés. Mais on estime que des estimations même très approximatives valent mieux que rien car elles fournissent certaines données sur les grandes lignes de la structure économique des pays.

On a signalé qu'une erreur de 10 pour 100 dans l'évaluation de la production agricole, ce qui n'est nullement invraisemblable pour ces pays, entraînerait une erreur de 7 ou 8 pour 100 dans le chiffre total de la production intérieure brute, même si des erreurs intervenaient en compensation dans d'autres composants. Pour obtenir des estimations annuelles qui fassent apparaître des changements notables, il faut que

les variations des erreurs d'estimations d'une année sur l'autre soient bien moindres que celle-ci. Heureusement, l'expérience montre que, tant que les méthodes d'estimation demeureront inchangées, les erreurs conserveront probablement le même ordre de grandeur d'une année sur l'autre. Dans certains pays de ce groupe, les estimations ont été élaborées par des équipes différentes selon les années, ce qui impliquerait que le degré de comparabilité des estimations annuelles serait fortement diminué.

Autres pays africains appliquant le système français de comptabilité nationale

Outre les pays francophones de l'Afrique de l'ouest, certains autres pays africains appliquent un système de comptabilité nationale analogue au système de Courcier ou au système utilisé en France. Ce sont l'Algérie, Madagascar, le Maroc, la Tunisie et la RAU.

Les comptes nationaux de Madagascar ont une articulation très proche de celle des pays francophones de l'Afrique de l'ouest et ont été également élaborés par une équipe de spécialistes français. Ainsi, ce qui a été exposé dans la précédente section vaut en gros pour la comptabilité de Madagascar. Toutefois, les comptes des années les plus récentes suivent à la fois le système de Courcier et le système intermédiaire. La comptabilité de Madagascar se caractérise aussi par un très large recours au traitement mécanique de l'information.

Jusqu'au moment de l'indépendance, les comptes nationaux de l'Algérie étaient assez détaillés. On y trouve des séries chronologiques pour les principaux agrégats ainsi que leurs subdivisions pour la période 1950-1958 et des évaluations plus détaillées pour les années repères, dont la dernière est 1957.

On s'efforce actuellement de rétablir les estimations sur la base de l'année. Bien que les nouvelles estimations puissent être différentes des précédentes sur des points importants, notamment pour la période transitoire où la structure des statistiques de base est en cours de réorganisation, il n'est peut-être pas inutile de décrire brièvement les anciennes évaluations.

Le système français de comptabilité nationale a servi de base à ces évaluations en particulier pour ce qui est des notions et des définitions. Toutefois, leur présentation et leur ventilation diffèrent à plusieurs égards de celles du système de Courcier.

Dans les estimations annuelles, le tableau central du système était une répartition de la valeur ajoutée entre 25 branches d'activité. Chaque entreprise dans un secteur donné a été classée **selon** son activité principale. On a également évalué l'amortissement total pour chaque année et on a obtenu des évaluations annuelles à prix constants assez détaillées, dans l'optique des dépenses.

A la place du tableau récapitulatif des emplois et ressources par groupe de produits du système de Courcier, **on trouve** dans les estimations des années repères 1954 et 1957, un "tableau économique" plus détaillé, qui correspond, en fait, à un type de tableau entrées-sorties. Dans le tableau de 1954, on a classé à la fois les ressources existantes et la consommation intermédiaire en 27 branches d'activité. Dans le tableau de 1957, en revanche, on a subdivisé en de nombreuses catégories de produits les biens et services disponibles tandis que la consommation intermédiaire a été répartie entre 25 branches d'activité principales. Dans les deux tableaux, la production intérieure et les importations ont été classées selon leur emploi au prix de vente final, y compris les marges de commercialisation et de transport.

De plus, la présentation des comptes sectoriels détaillés ne correspondait pas à celle du système de Courcier. Elle comprenait deux comptes, l'un pour les dépenses, l'autre pour les revenus, établis pour chacun des neuf secteurs suivants : entreprises, ménages, trois secteurs de l'administration (sécurité sociale, services administratifs algériens et services administratifs français en Algérie), trois comptes du reste du monde (France, autres pays de la zone franc et pays hors de la zone franc) et enfin, opérations en capital.

Les comptes sectoriels des dépenses et des revenus font apparaître les transactions des secteurs entre eux. Selon les comptes, on a classé ces transactions comme suit : achats de biens et de services (neuf groupes); opérations de distribution de revenus; transferts de sécurité sociale; impôts; subventions; gains bruts. Dans le compte des dépenses en capital, ne figuraient que les postes suivants : accroissement des stocks, amortissement et formation nette de capital. Dans le compte des revenus du capital on a porté le financement de la formation de capital. Dans les estimations algériennes des années repères, les comptes des administrations étaient très détaillés.

Comme pour l'Algérie, les estimations des comptes nationaux du Maroc et de la Tunisie sont fondées sur les notions du système français. Un autre point commun avec l'Algérie est que, dans ces deux pays, les estimations annuelles des principales composantes des comptes nationaux s'accompagnent d'estimations plus détaillées pour les années repères. A partir de 1951, le Maroc a établi des estimations annuelles par branche d'activité, par distribution des revenus et par catégories de dépenses. Certains des agrégats et des composantes ont été évalués en prix constants. Depuis 1950, les estimations annuelles de la Tunisie n'ont porté que sur la production totale intérieure brute.

Les estimations marocaines pour l'année repère 1955 comprenaient un tableau détaillé des emplois et des ressources par catégories de produits. Pour les années 1953 et 1957, la Tunisie a publié des comptes par secteurs assez poussés. Des tableaux d'entrées-sorties ont été construits dans les deux pays. Le tableau de base du Maroc a été établi à partir des résultats d'une très large enquête industrielle qui se rapportait à l'année 1958. Ce tableau n'était pas parfait, en particulier pour les secteurs de l'agriculture et du commerce qui étaient très mal connus. Par la suite on a extrapolé les résultats jusqu'en 1960.

Les estimations les plus détaillées de la comptabilité nationale de la République arabe unie remontent à l'année repère 1954 pour laquelle un tableau d'entrées-sorties a été établi. Les travaux de comptabilité nationale sont actuellement liés au plan de développement quinquennal (1960-1961 à 1964-1965) et un système de comptabilité nationale détaillé est élaboré pour chaque exercice.

Le système de comptabilité nationale adopté par la RAU se rapproche davantage du système français que de l'ancien SCN du point de vue de la méthodologie et de la présentation. Les agents économiques du pays sont classés en trois grands secteurs : entreprises, ménages et administrations. Chacun de ces secteurs est doté d'un compte d'affectation, d'un compte de capital et d'un compte "ajustement de capital". Le secteur des entreprises comprend de plus un compte d'exploitation et il existe également un compte du reste du monde pour l'ensemble de l'économie.

Outre ces comptes assez détaillés par branche d'activité, un compte des emplois et ressources par groupe de produits constitue le tableau central du système. On trouve également un compte récapitulatif de la valeur ajoutée par branche d'activité. La classification par branche d'activité diffère de la classification par groupe de produits adoptée pour le tableau des emplois et ressources mais on peut ajuster ces deux classifications.

Le système appliqué dans la RAU diffère du système français en ce qu'il ne prévoit ni comptes détaillés pour le secteur de l'Etat ni classifications détaillées de la formation de capital et des dépenses de consommation. On y trouve cependant un tableau économique et, en vue de leur insertion dans ce tableau, toutes les transactions sont classées en trois groupes principaux : transactions portant sur les biens et les services, transactions concernant le revenu et les transferts ainsi que les transactions financières.

A noter que si, jusqu'à présent, les chiffres détaillés récents de la comptabilité nationale de la RAU ne sont pas toujours facilement

disponibles, un travail considérable a néanmoins été accompli depuis quelques années dans le domaine de la comptabilité nationale. Le nombre de personnes qui s'occupe de ce type de statistiques est plus élevé que dans les autres pays africains, ce qui devrait garantir des évaluations aussi complètes que les statistiques de base disponibles le permettent. Un programme à long terme de développement de ces statistiques est actuellement mis en oeuvre.

Autres pays de l'Afrique de l'ouest et du centre

On a traité dans cette section des évaluations de la comptabilité nationale de la République démocratique du Congo, de la Nigéria et du Ghana. Les évaluations de ces trois pays ne présentent pas entre elles les analogies fondamentales que l'on avait remarquées pour les groupes de pays déjà étudiés et si elles sont examinées ensemble c'est uniquement pour des raisons géographiques.

Entre 1950 et 1959, les évaluations de comptes nationaux de la République démocratique du Congo étaient faites chaque année par la Banque centrale du Congo belge et du Rwanda-Urundi. Elles étaient fondées sur les recommandations de l'OECE et du SCN, adaptées parfois dans une large mesure pour tenir compte des conditions locales.

Le classement des secteurs économiques par exemple s'écartait beaucoup de l'usage suivi en Europe. Les divers secteurs étaient les suivants : i) entreprises et ménages autochtones, ii) entreprises étrangères, iii) ménages étrangers, iv) organismes publics et organismes privés à but non lucratif (missions religieuses par exemple). Pour chacun de ces secteurs, il était établi un compte courant indiquant la production, le revenu et les dépenses, selon les cas. Un compte du reste du monde et un compte de l'épargne et de la formation de capital étaient construits pour l'ensemble de l'économie.

On établissait un tableau récapitulatif pour le produit intérieur brut par branche d'activité, qui indiquait séparément, pour diverses branches d'activité, l'apport des entreprises autochtones et celui des entreprises étrangères. On construisait aussi des tableaux de

la distribution du revenu national, du produit national brut (par catégories de dépenses) et de la formation intérieure brute de capital (par type d'acheteur et de source de financement).

Le plus souvent, on utilisait la méthode du flux des produits pour évaluer le produit intérieur brut par branche d'activité et catégorie de dépenses. Pour estimer la valeur ajoutée par l'industrie, on retranchait les intrants de la valeur de la production brute. Comme il n'était pas possible de ventiler tous les intrants par industrie, certains d'entre eux étaient soustraits en bloc à la fin de l'évaluation.

Les estimations du produit intérieur brut par catégorie de dépenses et par branche d'activité étaient calculées annuellement aux prix de 1950. D'une manière générale, on obtenait les dépenses en ajustant les chiffres en prix courants à l'aide d'indices de prix appropriés, et le produit en extrapolant les valeurs de l'année de référence au moyen d'indices du volume de la production.

Depuis l'indépendance, aucune estimation de comptabilité nationale n'a été faite dans la République démocratique du Congo, mais on a projeté d'entreprendre cette tâche dans un proche avenir.

Actuellement, la méthode d'estimation des comptes nationaux utilisée en Nigéria ne permet pas de construire un système articulé de comptes sectoriels. Le seul compte sectoriel publié à présent est un compte groupé secteur public-reste du monde. Les autres évaluations se présentent sous la forme de ventilations détaillées du produit intérieur brut par branche d'activité et par catégories de dépenses, qui suivent, en gros, les tableaux types du SCN.

Le principal agrégat du produit intérieur brut est calculé à partir de la production et l'estimation de la dépense intérieure brute est étroitement rattachée à celle de la production. En fait, cette méthode d'estimation est une variante de la méthode du flux des produits.

En raison de l'absence de renseignements de base, on ne se sert guère dans les comptes nationaux de l'optique du revenu. Il faut espérer que les enquêtes sociales et économiques qui se multiplient fourniront des données qui permettront d'utiliser bientôt le revenu pour les estimations. Déjà les résultats de ces enquêtes servent à évaluer séparément les dépenses privées de consommation. Ils devraient aussi être utilisés pour l'amélioration des estimations intéressant le secteur agricole, qui en ont grand besoin.

Une fois terminée la mise au point en cours des statistiques des industries manufacturières, on pourra obtenir des estimations plus exactes pour ce secteur et pousser davantage l'analyse par produits. En gros, on peut dire que le classement, qui a été fait par les évaluateurs eux-mêmes, des divers éléments des estimations actuelles selon leur degré de confiance, indique que, dans l'ensemble, il est plus urgent d'améliorer les estimations que de les développer. On peut déduire de ce classement que l'estimation actuelle du produit national brut global contient une marge d'erreur d'au moins 15 pour cent. Ce chiffre nous donne aussi une indication de la marge d'erreur qu'on peut s'attendre à trouver dans les estimations d'autres pays africains dont le niveau de développement statistique est analogue ou inférieur à celui de la Nigéria.

On établit aussi des estimations à prix constants du produit intérieur brut, par branche d'activité et par catégorie de dépenses. Les méthodes adoptées pour ces estimations sont étroitement liées à celles qui servent à l'évaluation des mêmes postes en prix courants. Pour calculer à prix constant le produit par branche d'activité on peut utiliser trois méthodes principales : i) la valeur ajoutée en prix courants est obtenue à prix constants au moyen d'un indice des prix ou des salaires et traitements appropriés; ii) la valeur ajoutée de l'année de base est projetée au moyen des indicateurs appropriés de quantité; iii) les quantités produites sont évaluées pour chaque année aux prix de l'année de base. La ventilation du produit par catégories de dépenses a été ajustée principalement à l'aide d'indices de prix appropriés appliqués aux divers composants évalués en prix courants.

Le Ghana ne possède encore aucun système articulé de comptes nationaux. La série de tableaux publiée annuellement dans l'Economic Survey du Ministère des finances ne détaille que les dépenses imputées sur le produit national brut avec une ventilation des dépenses de consommation et de la formation brute de capital par type de biens toujours en prix courants.

Les estimations de ce pays ont une caractéristique inhabituelle : l'optique est en général celle de la dépense et l'enquête nationale sur les dépenses des ménages de 1961-1962 a procuré pour l'essentiel le cadre des estimations. On obtient les dépenses de consommation en multipliant les dépenses par habitant (recueillies lors de cette enquête) par le nombre d'habitants extrapolé, à partir des résultats du recensement de 1960. Bien entendu, d'autres éléments des estimations de la dépense intérieure brute proviennent de données complémentaires telles que les comptes publics à tous les échelons de l'administration, les statistiques industrielles, les statistiques des véhicules immatriculés, etc.

Jusqu'à présent, on ne dispose d'aucune donnée qui permette une estimation dans l'optique du revenu ou une estimation directe du produit. Les notions et les définitions sont aussi proches que possible de celles de l'ancien SCN.

On s'occupe actuellement de mettre sur pied un système d'enquêtes industrielles périodiques au Ghana et, à mesure que l'on en connaîtra les résultats, on doit pouvoir étendre les estimations de la comptabilité nationale en se servant davantage de la méthode du flux de produits.

Pays anglophones de l'Afrique du nord et de l'est

Les pays groupés dans cette section n'appliquent pas non plus tout à fait les mêmes méthodes pour les estimations de la comptabilité nationale mais leurs systèmes présentent néanmoins d'assez grandes similitudes. Il s'agit du Soudan, du Kenya, de l'Ouganda, de la Tanzanie et des pays de l'ancienne Fédération de Rhodésie et du Nyassaland (Malawi, Rhodésie et Zambie).

Les premières évaluations du revenu national qui aient été faites au Soudan portaient sur l'année 1955-1956. On avait combiné l'optique de la production et celle de la dépense pour dresser un tableau d'entrées-sorties et faire un reclassement économique et fonctionnel des comptes de l'Etat. A partir de 1962, on trouve des estimations annuelles pour les ventilations les plus importantes aux prix courants. Aucun système articulé de comptabilité nationale n'a encore été établi au Soudan.

La terminologie et les classifications utilisées s'écartent quelque peu des normes internationales. Les droits de sortie des marchandises par exemple, sont considérés comme des impôts directs et non indirects. A noter que plusieurs pays de ce groupe ont adopté sur ce point une attitude analogue. Les estimations du Soudan, et elles ne sont pas les seules, s'écartent aussi des recommandations internationales pour le classement des constructions d'habitations de type africain lesquelles, dans les zones rurales et les villes de moins de 5.000 habitants, **sont considérées** comme consommation privée et non comme formation de capital.

Un second tableau d'entrées-sorties a été établi pour 1960-1961. Il a été impossible de subdiviser les importations par secteur d'origine dans les tableaux d'entrées-sorties du Soudan. C'est pourquoi, les matières premières importées, etc., et la consommation finale de marchandises importées, ont été portées dans les tableaux sous le titre "Importations de marchandises" qui occupe une rangée.

Une particularité intéressante des évaluations du Soudan est que la valeur ajoutée par branche d'activité est calculée à l'aide de comptes établis séparément pour chaque branche d'activité. Dans ces comptes, qui ne sont pas publiés, la valeur brute de la production aux prix du marché est ventilée par utilisation intermédiaire et finale. On a évalué les ventes sur le marché local aux prix du marché, et les exportations aux prix f.o.b.. Ces prix comprennent donc les marges de transport et de commercialisation qui sont déduites de ces comptes comme paiements et portées au crédit des secteurs du transport et du commerce.

Comme les importations de matières premières sont aussi comptabilisées aux prix c.a.f., des montants supplémentaires correspondant au transport et à la manutention de ces marchandises sont portés au passif. En outre, ces comptes sont débités du montant des achats à d'autres secteurs intérieurs et du montant des impôts indirects. La valeur ajoutée brute au coût des facteurs est donnée par le poste résiduel du passif.

Ces comptes visent surtout à fournir les éléments nécessaires à la construction des tableaux d'entrées-sorties. On a toutefois constaté qu'ils facilitent beaucoup l'établissement d'évaluations homogènes du produit intérieur brut, dans l'optique du produit et dans l'optique de la dépense.

La formation brute de capital fixe fait l'objet chaque année d'évaluations très détaillées. Le revenu, la dépense et l'épargne de l'Etat, des entreprises publiques et du secteur privé, sont évalués depuis 1961. Les évaluations de base portent sur les divers éléments qui relèvent du secteur public et le total du revenu et de la dépense du secteur privé se calcule par soustraction.

Au Kenya, on procède depuis 1947 à des évaluations annuelles du revenu national et les évaluations pour 1954 et les années postérieures ont fait l'objet d'une révision complète. La notion fondamentale est celle du produit intérieur brut, au coût des facteurs, calculé dans l'optique de la production. De plus, on a évalué de manière très détaillée la formation brute de capital fixe par catégorie de biens d'équipement et par groupe d'acquéreurs. Pour cette opération, on a eu recours dans une certaine mesure à la méthode des flux de produits. On n'a pas effectué d'évaluations aux prix constants.

Actuellement, il n'existe pas de système complet de comptabilité nationale. Toutefois, les revenus bruts des facteurs de production, les transferts courants et les impôts directs sont répartis entre les trois grands secteurs : ménages (y compris les travailleurs indépendants, les organismes à but non lucratif et les entreprises non

constituées en sociétés), les entreprises constituées en sociétés, et l'administration publique (y compris les services publics et les organismes publics de commercialisation). On dispose ainsi en pratique d'une série de comptes d'affectation des revenus pour les secteurs mentionnés.

Comme c'est généralement le cas en Afrique, les données relatives à la production de subsistance sont insuffisantes et les évaluations concernant le secteur de l'économie de subsistance figurent à part dans l'analyse du produit intérieur brut par branche d'activité. On estime qu'environ 90 pour 100 de la production agricole n'entrent pas dans l'économie monétaire comptabilisée.

Tous les loyers versés sont considérés comme les revenus d'un facteur de production, émanant d'une branche d'activité spéciale, la location. Les loyers imputés des bâtiments non destinés à l'habitation qui sont occupés par leur propriétaire, sont également compris dans cette rubrique. Pour les affaires immobilières, la valeur ajoutée est constituée exclusivement par les traitements et salaires et par les excédents d'exploitation des agences s'occupant de la gestion, de l'achat, de la vente et de la location des biens immobiliers.

Pour les intermédiaires financiers, la valeur ajoutée est égale à la somme de la rémunération des salariés et du montant des amortissements. Bien qu'aucune commission ne soit imputée, on suppose que la valeur ajoutée ainsi évaluée correspond approximativement à la différence entre les intérêts perçus et les intérêts versés par cette branche d'activité.

Les droits à l'exportation et les taxes imposées par les conseils de district sur la fabrication de certains produits sont considérés comme des impôts directs. Ils sont toutefois indiqués à part, de sorte qu'on peut les traiter comme impôts indirects aux fins de la comparabilité internationale.

Il est intéressant de noter qu'on a récemment entrepris au Kenya des évaluations qui permettront de construire le tableau des emplois et ressources par catégorie de biens et de services et d'autres tableaux essentiels du système intermédiaire. De plus, le reclassement des transactions de l'Etat par catégories économiques et fonctionnelles est déjà bien avancé et on l'étend actuellement aux transactions des administrations locales.

En Ouganda, le produit créé par le secteur public et les entreprises privées non africaines de toute nature est considéré égal à la somme des salaires et traitements versés, et des excédents d'exploitation des entreprises. Le premier de ces deux termes est calculé d'après les renseignements fournis par les dénombrements annuels de salariés dans les diverses branches d'activité, et le second d'après les statistiques des impôts sur les bénéfices. Le produit de l'agriculture africaine est calculé d'après les données sur le régime alimentaire des tribus, obtenues lors de l'enquête sur la nutrition effectuée par l'Organisation mondiale de la Santé en 1956. Les quantités par habitant sont supposées constantes et sont multipliées par les prix à la production. Le produit des entreprises africaines relevant d'autres branches d'activité est également obtenu en multipliant les quantités produites par les prix appropriés.

On dispose pour les années à partir de 1950 d'une estimation du produit intérieur brut par branche d'activité effectuée d'après les méthodes précitées. Les responsables n'ont pas essayé de faire une estimation complète en ce qui concerne les dépenses, mais ils ont procédé à une estimation annuelle de la formation brute de capital fixe par secteurs d'achat et par catégories de biens.

L'industrie manufacturière est encore très mal connue, notamment pour les matières premières qu'elle utilise. Il a donc été difficile de tirer pleinement parti des statistiques excellentes et détaillées du commerce extérieur pour estimer le produit et la dépense intérieure par la méthode des flux de produits. Cependant, une enquête sur l'industrie sera menée prochainement qui tiendra compte des besoins de

la comptabilité nationale. Dès que les résultats de cette enquête seront connus, on procèdera à la révision des comptes nationaux à partir de 1960.

C'est en 1964 qu'on a publié les premières estimations en prix constants; elles concernaient le produit intérieur brut par branche d'activité, aux prix de 1960, pour la période allant de 1954 à 1962. Une analyse économique des comptes de l'administration centrale et de l'administration locale est en cours; elle sera incluse dans la révision générale des estimations qui suivra l'enquête sur l'industrie. Un état ~~distinct~~ de la balance des paiements pour l'Ouganda est en cours d'élaboration. Deux autres états seront dressés pour le Kenya et pour la Tanzanie respectivement. Il n'existait auparavant qu'un seul bilan pour les trois pays membres de l'Organisation des services communs de l'Afrique Orientale.

Il existe des comptes nationaux pour le Tanganyika depuis 1952. Au début, on utilisait l'optique de la production pour obtenir le produit intérieur brut par branche d'activité et par catégorie de dépenses, les deux principales rubriques. Actuellement, cette optique sert surtout à calculer la production nette de l'agriculture et, pour les autres secteurs, on part des revenus. Comme en Ouganda, la rémunération des employés est calculée d'après le chiffre du dénombrement annuel, multiplié par le montant des salaires et traitements. On calcule les bénéfices à partir des statistiques fiscales ou du compte des profits et pertes présenté par les entreprises.

Le secteur monétaire et le secteur de subsistance font l'objet d'une comptabilité distincte. Pour ce dernier secteur, on fait les estimations des divers types de production agricole de subsistance, mais il n'est pas tenu de comptabilité complète pour les ménages ruraux. Bien qu'il n'existe pas de système complet de comptes nationaux articulés pour l'ensemble de l'économie, les estimations les plus récentes comprennent plusieurs comptes sectoriels comme dans l'ancien SCN : compte du produit intérieur, compte du reste du monde - scindé en compte courant "ajustement de capital" -, compte du revenu national, ainsi qu'un compte d'affectation et compte de capital de l'Etat.

Dans les notes explicatives qui accompagnent les estimations les plus récentes, il est dit que l'on a renoncé à dresser un tableau d'entrées-sorties, l'interdépendance entre industries ayant été jugée insuffisante. Les opérations de transformation sont en effet très peu développées et, sauf pour les services, il ne passe d'un secteur à l'autre qu'une faible part de la production pour transformation ultérieure.

Comme au Kenya, les loyers sont classés à part dans une branche d'activité spéciale car on ne dispose pas de renseignements permettant de déduire les loyers des dépenses courantes et de les inclure dans l'excédent d'exploitation de l'activité intéressée. Le produit net des banques et autres établissements financiers comprend des charges imputées égales au paiement d'intérêts.

Au Tanganyika, comme au Kenya et au Ouganda, les taxes à l'exportation sont considérées comme des impôts directs et non comme des impôts indirects. De plus, comme dans le cas de l'Ouganda, la valeur de la construction de huttes rurales et certains autres éléments de la formation de capital dans les campagnes ont été omis, faute de renseignements.

Un premier essai d'estimation du produit intérieur brut par branche d'activité, en prix constants, a été fait pour la période 1960-1962. La production brute de l'agriculture et des industries extractives a été calculée aux prix de 1960 et les entrées ont été ajustées à l'aide des renseignements disponibles. Pour la plupart des autres secteurs, on a, à titre expérimental, exprimé en prix constants les salaires et traitements et les bénéfices. On s'est aperçu qu'il est impossible, en théorie, de calculer les bénéfices en prix constants et l'on s'est également heurté à de nombreux problèmes très complexes quand il a fallu ajuster le produit des branches du secteur privé autres que l'agriculture et les mines.

On dispose pour la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland d'une série continue de comptes nationaux de 1954 à 1963. Le dernier volume notamment, qui comprend les estimations révisées les plus récentes et

qui a été rédigé après la dissolution de la fédération, fait une large place aux tableaux de chacun des territoires, devenus depuis le Malawi, la Rhodésie et la Zambie. Ces tableaux sont les suivants : distribution du revenu national; dépenses imputées au produit national brut, aux prix courants et aux prix de 1954; produit intérieur brut par branche d'activité et par catégorie de revenu; plusieurs comptes analysant de nombreux aspects du revenu et des dépenses de l'administration centrale et de l'administration locale; plusieurs ventilations de l'amortissement ; formation brute de capital fixe par secteur, par catégorie de biens et par destination aux prix courants et aux prix de 1954; augmentation des stocks par secteur et par branche d'activité, aux prix courants et aux prix de 1954; gains et emploi de la main-d'oeuvre africaine; résumé des transactions effectuées par les ménages africains. Tous ces tableaux sont disponibles pour chacun des trois territoires (ou pays) pour toute la période 1954-1963.

Une série articulée de comptes d'affectation pour les particuliers (non compris les revenus et les dépenses des ménages ruraux du secteur de subsistance, mais y compris les organismes à but non lucratif, les fonds d'assurance sur la vie, les caisses de pension et les trust funds), les entreprises d'Etat, les sociétés publiques et privées, n'a pu être établie qu'au niveau fédéral. Il faudra dresser pour chaque territoire un plan d'enquêtes entièrement nouveau si l'on veut obtenir les renseignements nécessaires à la construction des comptes d'affectation.

Les principes et la classification adoptés sont généralement conformes aux recommandations de l'Organisation des Nations Unies. Les principales différences viennent de ce qu'aucune imputation n'est prévue pour les commissions des banques et des autres intermédiaires financiers, les transactions au titre du fonds des pensions de l'Etat et le loyer des immeubles appartenant à l'Etat. Le revenu des loyers versés aux sociétés et à l'Etat est classé dans le secteur des biens immobiliers, et tous les transferts sont considérés comme des transferts courants.

Des estimations très détaillées du revenu national brut par catégorie de revenu ont été faites à l'aide de tous les renseignements disponibles sur les transactions intéressant les revenus. L'estimation du produit intérieur brut par branche d'activité, a été faite dans l'optique de la distribution du revenu. Les dépenses imputées sur le produit national ont été estimées dans l'optique du flux de produits et dans celle des dépenses.

On a évalué la production autoconsommée par les ménages ruraux africains en multipliant les chiffres estimatifs de consommation par habitant, aux prix courants à la production, par le nombre d'habitants. Ces estimations sont donc très approximatives et elles ont été maintes fois révisées.

En Rhodésie, on calcule maintenant la production des mines et des industries manufacturières dans l'optique du produit, à l'aide des résultats du recensement annuel de la production industrielle. On essaie également de faire une estimation des emplois et des ressources par groupe de produits et d'appliquer la méthode des flux de produits à une gamme plus large d'estimations du produit.

On a fait des estimations, aux prix de 1954, du produit national brut et des dépenses à imputer, principalement en appliquant des indices appropriés de prix aux diverses composantes.

Les comptes de la Fédération de Rhodésie et du Nyassaland sont les plus détaillés et les mieux documentés de toute l'Afrique, mais, de l'avis des responsables eux-mêmes, ils laissent encore beaucoup à désirer. Malgré tous les efforts pour améliorer la qualité et l'exactitude des séries présentées, nombre d'entre elles sont tout juste acceptables et certaines sont franchement médiocres, car les enquêtes statistiques n'en sont encore qu'à leurs débuts en Afrique centrale. Ceci est plus vrai encore pour d'autres parties du continent. Il faut donc s'attendre que les estimations actuelles seront considérablement révisées et améliorées et les cadres utilisés à présent dans les divers pays de la région ne peuvent pas être considérés comme définitifs. Il serait d'ailleurs facile de les ajuster.